

Politique climatique

Le fardeau de l'effort

Robert Goebbels

L'UNION EUROPÉENNE discute actuellement du paquet climatique, un ensemble de directives et décisions européennes devant transposer dans la réalité quotidienne les objectifs contractés par le 27 pays membres en matière de lutte contre le changement climatique.

Tout part du Conseil de Printemps de 2007, où par anticipation aux résultats du sommet climatique de Bali prévu pour la fin de la même année, les chefs d'État et de gouvernement décidaient que l'Union européenne allait réduire jusqu'en 2020 ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20 pour-cent, voire même de 30 pour cent, si d'autres grands pays industrialisés allaient s'engager sur la même voie.

Bali fut plutôt un échec. Le cirque ambulant qu'est devenu la conférence des Nations Unies sur le changement climatique s'est contenté d'une vague feuille de route devant mener à un futur accord global. Les prochaines étapes seront Poznan en fin d'année, et surtout Copenhague en 2009, où, parole d'expert, nous allons voir ce que nous allons voir...

En attendant, et c'est tout en son honneur, la Commission essaye de traduire en textes juridiques contraignants les pétitions de principe arrêtés par le sommet des grands et des petits chefs.

Les cochons de payants

La discussion des propositions de la Commission se fait essentiellement dans les cénacles bruxellois. Comme les décisions à prendre aboutiront à un vrai choix de société, il devient urgent que les parlements nationaux, les partenaires sociaux et surtout les citoyens s'impliquent dans le débat. Car ce sera le citoyen de base qui deviendra en dernière analyse le cochon de payant. Le principe « pollueur payeur » sonne bien. Toutefois ce sera toujours le consommateur final qui réglera la facture.

L'économie est ainsi faite. Toute charge nouvelle est répercutée sur le prix à payer. Si les compagnies d'aviation devaient supporter une taxe « CO2 », les billets d'avions seraient majorés. Si les producteurs d'électricité étaient forcés à acheter aux enchères leurs permis d'émissions, l'électricité deviendrait encore plus chère.

Du rapport de Lord Stern en passant par l'abondante littérature onusienne et la logorrhée bruxelloise, la politique annonce des supputations sur le coût de la « réduction » ou de « l'adaptation ». Mais quel que soit « l'effort financier » finalement décidé, une autre vérité économique veut qu'à chaque dépense équivaille une recette. Sauf que ceux qui déboursent ne seront pas les mêmes qui encaisseront !

La politique dite climatique aboutira finalement à un immense transfert de richesse. La flambée des prix de certaines matières primaires, à commencer par le pétrole, mais également de beaucoup d'aliments de base, n'est qu'un signe avant-coureur des bouleversements sociétaux à venir.

Les gagnants et les perdants

L'impact financier des mesures en discussion à Bruxelles affectera tous les citoyens, et surtout les plus faibles d'entre eux. Des emplois seront perdus. D'autres seront créés. Mais personne n'est actuellement capable d'identifier les gagnants et les perdants, ni d'esquisser le futur équilibre social. On n'entendra pas les gagnants. Mais les perdants se rappelleront à la politique

La répartition des efforts à fournir variera fortement en fonction des décisions qui seront finalement prises. Le prix à payer pour « préserver le climat » affectera très différemment les pays de l'Union, et, à l'intérieur des pays, les différentes catégories sociales.

Comme à son habitude la Commission propose les mêmes règles pour tous, sans prise en compte des

possibilités réelles des Etats membres. Alors qu'il est évident qu'en matière d'énergies renouvelables la géographie donne des facilités à certains États, qui manquent cruellement à d'autres. L'ensoleillement est plus constant au Sud, les ressources hydrologiques sont plus abondantes au Nord et dans les pays alpins, les éoliennes ont un meilleur rendement face à l'Atlantique, etc.

Comme à leur habitude, la mouvance des intégristes verdâtres trouve que les propositions de la Commission sont trop timorées et demande toujours plus d'ascèse « climatique », et toujours plus de subventions « vertes ».

Un bel exemple nous est fourni par l'acharnement contre les automobilistes. S'il est évident que les voitures doivent devenir plus économes et plus propres, notre société ne pourra pas se passer d'un moyen de locomotion individuel performant. De même, « casser » le tourisme à la pompe luxembourgeois ne servirait à rien. Si l'essence et le diesel étaient plus chers chez nous que dans les pays voisins, les Luxembourgeois deviendraient à leur tour des touristes à la pompe ! La consommation globale de la grande région ne bougerait pratiquement pas.

L'évangile des temps nouveaux

La politique climatique européenne est devenue un nouvel évangile. Émettre un doute, poser des questions critiques, confine à l'hérésie. S'il est souhaitable de limiter le gaspillage des ressources naturelles, de mieux sauvegarder notre environnement naturel, de réaliser des économies d'énergie, d'améliorer l'efficacité énergétique, il faut néanmoins raison garder.

Dans les pays riches, les générations vivant depuis l'après-guerre ont connu une évolution spectaculaire de leur niveau de vie. Tout le monde ou presque mange à sa faim, peut se chauffer, s'éclairer, dispose de toute une panoplie d'appareils ménagers, peut voya-

ger, prendre des vacances, bref, consomme de l'énergie à profusion.

Un changement radical n'est guère possible. D'autant plus que les pauvres du monde n'ont comme ambition principale que d'accéder au plus vite au niveau de confort qu'offre notre société de consommation vilipendée par d'aucuns.

Tous les avis autorisés convergent : La consommation d'énergie va augmenter au niveau mondial. Ce ne seront pas uniquement les énergies « douces » qui vont pouvoir satisfaire la demande croissante. S'il faut encourager les énergies renouvelables, force est de constater que pour les 20, 30 ans à venir le monde ne pourra pas se passer des énergies fossiles.

Énergies fossiles et nucléaire

Le charbon est et restera la forme d'énergie la plus abondante pour

des siècles à venir. Les humains ne vont jamais extirper la dernière tonne de charbon, ni d'ailleurs le dernier baril de pétrole ou le dernier mètre cube de gaz naturel des entrailles de la terre, pour la simple raison qu'il coûtera de plus en plus cher de prospecter et d'exploiter ces ressources,

Mais la conversion des habitudes de consommation et l'élimination des contraintes énergétiques actuelles ne peut être que graduelle. La seule option réaliste est de mettre en place une mixte énergétique aussi intelligente que possible. L'humanité n'échappera pas au nucléaire. Selon le rapport de Bangkok de l'IPCC, la part du nucléaire devra nécessairement augmenter jusqu'à 2030. D'ailleurs les réacteurs de troisième génération sont plus efficaces, moins consommateurs d'uranium et plus sûrs que leurs ancêtres. Dans un avenir plus lointain, on pourra probablement brûler les déchets radioactifs actuellement enfouis.

Le nucléaire est certainement le meilleur moyen pour produire de l'hydrogène à un coût économique favorable. Et si le programme ITER de fusion nucléaire devait aboutir vers 2050, la plupart des problèmes énergétiques actuels seraient résolus.

Le sommet de printemps 2007 a proposé aux Européens un programme ambitieux. Mais les conséquences de sa réalisation devraient être discutées au grand jour, afin que les citoyens se rendent compte des sacrifices que les législateurs européens sont en train de leur concocter dans les antichambres du Parlement européen et du Conseil.

Tel qu'il est actuellement conçu, le partage du fardeau se prépare dans l'intransparence totale. Mais les règles du jeu veulent que ce soient les plus humbles qui payeront le prix le plus fort. Personnellement je ne l'accepterai pas.